

## N'ATTENDONS PAS LE JOUR D'APRÈS !

LE JOUR D'APRÈS FLEURIT. TEXTES, REVENDICATIONS, PÉTITIONS,  
NOUS PROMETTENT QUE LE JOUR D'APRÈS SERA DE COLÈRES.



**E**t pourquoi pas ? Si ce qui diffuse c'est la conscience qu'au-delà du nombre de victimes et de la peur, c'est ce système et celles et ceux qui le dirigent et en profitent qui sont coupables. Qu'il faut donc en changer. Mais alors... mais alors pourquoi donner rendez-vous au jour d'après ?

Que s'agit-il d'attendre ? Qu'est-ce qui doit se finir pour en finir avec cet aujourd'hui de luttes confinées ? Le virus ? Chacun sait pourtant qu'il ne disparaîtra pas en un jour, que, si c'est lui qui justifie qu'on

attende, alors on attendra longtemps... au moins jusqu'au vaccin.

Cela alors que le pouvoir annonce pour le 11 mai un processus de dé-confinement dont les motivations sont rien moins que sanitaires.

Alors pourquoi, puisque, justement, il y a urgence, ne pas commencer aujourd'hui ?

### LA THÉORIE DES PARENTHÈSES

Ce qui est saisissant dans les appels au « Jour d'après » qui viennent de la gauche, c'est la

non prise en compte de la politique d'aujourd'hui, parenthèse silencieuse. Quand on le fait remarquer... on nous reparle d'hier. Le mouvement d'hier devient alors si grand qu'il couvre d'une ombre pudique le présent.

À première vue c'est étonnant tant il y a parmi les optimistes du « jour d'après » des ancien-ne-sceptiques (pour dire le moins) du « jour d'avant ». Hier les périodes de luttes, dissociées les unes des autres, n'étaient que des parenthèses dans le cours général d'un monde où avançait le rouleau compresseur libéral.

Mais aujourd'hui aurait tout renversé. Grandies par la catastrophe, les luttes d'hier vont rebondir au jour d'après, encore plus massives, plus fortes, plus profondes.

Et si on comprend bien ce renversement serait le produit d'une période où notre classe est physiquement atomisée comme elle ne l'a jamais été, dans une période où les organisations militantes fonctionnent principalement par les réseaux sociaux virtuels.

### LE RETOUR DU RÉFORMISME

Cette « théorie des parenthèses » a une logique. Ce qui serait déterminant dans l'histoire de l'émancipation n'est pas la lutte collective, l'expérience et les liens qui s'y créent, la remise en cause de toute l'idéologie dominante qu'elle peut provoquer. Ce qui est déterminant ce sont les grands hommes (plus souvent que les grandes femmes !), les intellectuels théoriciens, les programmes. Ils n'étaient pas assez écoutés hier ? Alors rien de possible. Le confinement actuel a réduit l'activité militante aux discours et aux programmes ? ils ont l'impression d'être écoutés aujourd'hui ? Demain tout devient possible.

Disons-le, les théories et appels au « Jour d'après » ont un écho, bien sûr. Celui qui marie l'espoir à l'impuissance. C'est la base même du réformisme, de son influence dans notre classe, l'idée qu'il faut changer les choses mais que, nous les petit-e-s ne le pouvons pas, pour cela il nous faut des dirigeant-es intelligent-es prenant les rênes de l'État, car l'État est neutre et pourrait agir aussi bien pour

nous qu'il le fait actuellement pour les riches.

C'est d'ailleurs le fond de beaucoup d'appels au Jour d'après. Et cela semble réaliste. Imaginez, après des décennies d'hégémonie de l'idéologie néolibérale, les classes dirigeantes semblent redécouvrir les charmes de l'intervention de l'État dans l'économie, nationaliser n'est plus tabou, l'orthodoxie monétaire flanche, l'État peut – doit – s'endetter, il faut des politiques de relance par la consommation...

Alors tout devient possible : Mélenchon à la tête de l'État et nous aurons le socialisme !

### UN RÉFORMISME TARDIF

Ce réformisme tardif fonctionne à contre-sens. Les politiques mises en place par les classes dirigeantes des différents pays, même à tâtons, ont été et sont orientées dans le même sens : vers un « capitalisme d'État » qui n'en est encore qu'à ses premiers stades. Il peut prendre différentes formes alternatives ou/et successives dont le fond est le même, l'impérialisme et l'économie de guerre<sup>2</sup>.

Penser, au moment où tous les États durcissent leur noyau dur, outil de répression, de contrôle et de surveillance, que l'État peut servir l'émancipation, c'est s'offrir désarmé à l'ennemi au moment même où celui-ci tourne ses fusils contre nous.

Penser que cette évolution est causée par la catastrophe sanitaire, c'est inverser les causes. Cette trajectoire du Capital, tout comme la crise du capitalisme, était en cours bien avant le coronavirus. La crise sanitaire est devenue le moyen pour l'amplifier.

Mais cette vision révèle un autre aspect central du réformisme quand il devient stratégie politique. Le réformisme suppose toujours de pouvoir convaincre une fraction « éclairée » des classes dirigeantes. D'où les unions sacrées et la collaboration de classe. D'où son manque de confiance congénital et finalement son mépris pour les colères et les capacités de lutte et d'émancipation de notre classe.



### PAS DE PARENTHÈSE

Comprendre cette trajectoire du Capital ne devrait avoir qu'une conclusion. Il n'y a rien à attendre de ce côté, rien d'autre que misère, danger fasciste et guerre. Il n'y a d'autre alternative que tout ce qui construit l'antagonisme de notre côté, du côté de notre classe, tout ce qui construit son autonomie, ses propres outils d'organisation, ses propres analyses, sa propre intelligence en antagonisme résolu avec le monde du Capital, ses patrons, son État et ses frontières.

C'est à cette aune qu'il faut lire les mouvements de ces dernières années, dans leurs forces comme dans leurs faiblesses, comme processus de construction de notre classe, comme processus dont la révolution est le moteur et le but<sup>3</sup>.

Ce qui se passe actuellement n'épuise pas cet « avant ». Et nous ne pouvons que nous réjouir des exemples de révolte, de solidarité et de luttes qui se produisent malgré la chape de plomb actuelle, les brigades de solidarité, les grèves, les révoltes dans les CRA et les prisons. Et nous ne pouvons qu'espérer que les dynamiques antérieures continueront de produire leurs

effets dans les semaines et mois à venir.

### AUSSI LA RÉACTION

Mais rien n'est fatal dans ce processus, notamment parce que la classe dirigeante ne reste pas les deux pieds dans le même sabot.

Cela signifie que la période actuelle n'est pas plus une parenthèse que ne l'ont été les phases de luttes. Elle n'efface pas d'un coup ce qui s'est passé avant mais elle ne peut pas non plus être enjambée pour sauter dans un hypothétique « après ». Au-delà des transformations structurelles mises en œuvre par les classes dirigeantes et l'État en s'appuyant sur la crise sanitaire et sa gestion, ce que le confinement a sans doute de plus dangereux pour la suite c'est le consentement généralisé qu'il a provoqué et construit à l'État et à son renforcement et c'est aussi, la généralisation d'un mode de gouvernement par la « distance à l'autre » qu'il a institué. Pour ne prendre qu'un exemple : sera-t-il plus facile, plus « audible » d'argumenter pour l'ouverture des frontières dans nos « jours d'après » si l'idée s'est installée que la seule réponse d'urgence

à la propagation du virus est le confinement ? #Restezchezvous risque de prendre rapidement toute sa signification raciste.

### LA RÉVOLUTION NE FAIT PAS CRÉDIT

Alors la question n'est pas de se cantonner à apprendre à survivre dans une période de catastrophe mais d'apprendre, dans ces conditions, à continuer à lutter, à construire les outils de l'affrontement.

Outre les besoins dans les hôpitaux, les tests massifs et les masques, il nous faut lutter pour des conditions qui permettent la distanciation physique dans les lieux de travail, les lieux d'habitation et dans l'espace public et pour que cela permette de vivre. Cela implique aussi bien le refus du travail « non sanitaire » que la lutte pour des logements décentes pour tou-te-s, avec ou sans papiers, l'assurance d'un revenu garanti pour tou-te-s. Aussi bien la construction de réseaux de solidarité face à la pandémie que la lutte contre l'État policier. Avant le 11 mai comme après.

Cela signifie la nécessité d'expressions collectives, y compris de rues, à organiser en tenant compte des précautions sanitaires, pour ces droits et ces conditions.

C'est maintenant qu'il faut sortir du confinement, non pour aller travailler, mais pour imposer les mesures réelles de l'urgence sanitaire parce que le virus ne sera pas moins dangereux le 11 mai que maintenant. Parce que l'économie que Macron et le Medef veulent « relancer », c'est celle qui nous tue.

N'attendons pas. La date du 1<sup>er</sup> Mai pourrait être la première occasion d'ampleur de déconfiner nos luttes. Un premier pas pour construire la possibilité d'un refus, notamment dans l'éducation, du « retour progressif à la normale » le 11 mai.

### DENIS GODARD

1 – Il faut lire cet article de Serge Quaduppani <https://lundi.am/Une-fin-du-monde-aux-couleurs-de-printemps>

2 – <https://www.autonomieDECLASSE.org/antiracisme/les-sales-virus/>

3 – <https://www.autonomieDECLASSE.org/crise-politique/linsurrection-des-gilets-jaunes-netait-pas-une-parenthese/>

# DU PAIN ! ET LE BOURGEONNEMENT DES ROSES !

PAS DE PATRON, PAS DE FRONTIÈRE, PAS DE TRÈVE, PAS DE CONFINEMENT

**L**a Conquête du Pain c'est un livre mais c'est surtout une boulangerie autogérée à Montreuil, un peu au sud des quartiers de La Noue et du Clos-Français. On est douze salarié-es dont un apprenti et un collègue en convalescence. En général, on tourne à neuf équivalent temps plein. Notre employeur collectif, c'est la boulangerie et la boulangerie elle est à qui ? Elle est à nous ! On vit dans nos têtes et dans nos corps la contradiction capital-travail et elle s'exprime un mardi sur deux de 14 h à 16 h en AG, sur notre liste mail, dans de nombreuses discussions informelles et dans les décisions que nous prenons. Avec nos fours, pétrins, façonneuse, laminoir, batteur, appareils de froid et nos journées de travail combinées, on produit. Avec notre caisse enregistreuse, notre jolie boutique, nos vitrines réfrigérées, notre capital sympathie, notre véhicule de livraison et nos journées de travail combinées, on vend. Avec nos ordinateurs, notre cabinet comptable, notre bureau-salle de réunion et notre temps libre combiné, on répartit la plus-value et on se paie. C'est pas facile de combiner ces combinaisons avec l'égalité salariale et l'inégalité des journées de travail.

## PLUS QU'UN COLLECTIF DE TRAVAIL

Après différentes discussions, on a défini qu'on était bien plus qu'un collectif de travail, qu'on défend, construit, améliore un modèle d'organisation dans lequel l'égalité est la boussole : égalité de la paie, de la charge de travail, de l'implication, de la



responsabilité, du pouvoir. On sait que l'objectif est loin et que cela ne suffit pas à nous définir, car nous tou-te-s sommes là pour autre chose que fabriquer de la plus-value et du salaire. On a en commun une critique de la société actuelle ; même si on n'en fait pas tou-te-s la même analyse et si on a des désaccords sur les stratégies pour la transformer. Nos points d'accord sont la lutte contre les discriminations et les oppressions, l'internationalisme et l'anti-nationalisme, l'ancrage local et les liens de proximité, la critique du capitalisme contre l'aliénation et la question écologique pour une production consciente, la solidarité, en lien avec les luttes auxquelles on participe. Sur ces principes, on peut utiliser notre force collective et notre outil de production pour soutenir ou participer aux luttes.

Et puis vint la grève contre la réforme des retraites, premier test d'ampleur de ces principes, début décembre, mois de fabrication intense de plus-value pour une boulangerie ! La grève a été votée pour le 5 et d'autres journées en décembre pour couper la production normale et mettre en place un accueil discussion, débat-vente au profit de la caisse de grève, mise à dispo des locaux pour que les grévistes fassent le pain, les sandwichs eux-mêmes pour leurs actions et pour pouvoir se rendre aux AG et actions de l'Interpro Montreuil-Bagnolet. D'un commun accord, les premiers versements de la caisse constituée ont été reversés aux grévistes sans-papiers de Chronopost et à celles et ceux de l'hôtel Ibis puis elle a été mutualisée avec celle de l'AG interpro. En décembre

on aura ainsi saboté notre chiffre d'affaire de 10 000 €, mais rencontré des dizaines de camarades, eu des dizaines de discussions politiques entre nous, en AG Interpro, dans la boutique, dans le quartier, participé à des dizaines d'actions et contribué au soutien financier de centaines de travailleur-es grévistes, RATP et Éducation.

Ainsi, on a pu observer concrètement notre capacité militante hors de l'entre-soi autogestionnaire et à l'approche de la Marche des Solidarités, du Mars des Solidarités, on était chaud ! La boulangerie a signé l'appel du 21 Mars et on est intervenu dans ce qui restait de l'Interpro pour qu'elle exprime sa combativité et qu'elle appelle aux 8, 14 et 21 mars, 49.3 ou pas ! La semaine du 8, une camarade a redécouvert la boutique



avec plein de textes de femmes zapatistes et une autre camarade a décroché les portraits de Marx et Bakounine pour qu'ils soient en dessous de Louise Michel, Angela Davis, Emma Goldman et Rosa Luxemburg. Et quand on a reçu l'appel à l'aide de Keerfa<sup>1</sup>, on s'est mis-es d'accord pour les soutenir financièrement.

### PRIS ENTRE DEUX VIRUS

Puis le coronavirus est devenu réel dans nos vies et nos luttes : la manifestation contre les violences policières du 14 mars est annulée, les restaurants sont fermés, dont nos voisin-es de la Lanterne avec qui on échange beaucoup : caisse de grève commune, baguettes en rab contre tournée du patron, etc.

Alors l'État, une fois qu'il a bien été au bout de sa connerie, annonce le confinement à partir du 17 mars à midi. Le lundi on se parle par mail (parce qu'on est fermé ce jour-là) pour dire qu'il faut qu'on se réunisse mardi pour évaluer la situation parce que c'est sérieux, qu'on est pris entre deux virus, la tentation autoritaire de l'État et le corona!

Le mardi matin, jamais vu autant de monde attendre l'ouverture à 8 heures. Un voisin sort et organise la queue en mode distanciation vu qu'on est en retard pour ouvrir et qu'on a

rien vu venir. Toute la matinée ça défile, avec un mètre de distance, on ironise en boutique : « *Il a dit que c'était la guerre, c'est pour ça que vous venez tous chercher du pain ?* » et on est dévalisé ! L'après-midi du coup on fait une réunion de crise et on décide des mesures sanitaires qu'on mettra en place dès le lendemain : arrêt maladie pour deux camarades avec enfant, étalement des horaires pour les boulanger-es pour être deux maximum sur une heure maximum dans le fournil, restent à la maison stagiaire et apprenti. On envoie balader au loin les idées de profiter du potentiel de vente et on réduit les volumes de livraison. Discussions sur la notion de première nécessité, réduction de la gamme de pain, suppression du snacking frais, des pâtisseries fraîches et décisions de faire ce qu'on veut et peut en pâtisserie-viennoiserie. Réorganisation de la boutique pour que les produits soient sous verre, déplacement du comptoir pour que les gens n'entrent pas. Encouragement à se masquer le visage. Points sur les autorisations de se déplacer. Et des réunions deux fois la semaine.

La confédération nationale de la boulangerie-pâtisserie (patronale) mettra 48 heures de plus que nous à rédiger des conseils sanitaires pour la gestion de crise...

Le mercredi tout est au point. Et la queue distancée est longue, ça agite des débats entre la prod' en sous-effectif et la vente qui pense qu'on se doit de fournir. Les client-es nous souhaitent tou-te-s « bon courage » on discute et ironise, surtout en prod' parce qu'on fait la même chose que d'habitude, juste on s'adapte aux deux virus ! On est des héros maintenant !

Niveau autogestion on est bon mais la lutte, le 21 mars ?

### ROMPRE LA SIDÉRATION

Le jeudi on avait repris notre souffle et un peu réfléchi. Sur des listes mails on a vu que certain-es pensaient à la possibilité d'utiliser les files d'attente des commerces comme alternative à la manifestation et ça a fait tilt, on est un commerce ! Alors on a balancé un mail, très tardivement, partout où on le pouvait et on argumentait la possibilité de ne céder à aucun des deux virus, manifestons le 21 mars dans la file d'attente de la boulangerie avec un mètre entre chacun-es et sans postillons. Appel très tardif mais qui a permis de se voir rejoindre le 21 par 4 camarades avec des tracts, des autocollants et des arguments. Nous, on avait décoré toutes la boutique et pendu aux fenêtres des banderoles d'affiches, en

vente ça bosse dur le samedi mais on montrait qu'on était synchro entre le trottoir et le comptoir et dans la file d'attente on a eu plein de discussions, on a pas mal débattu et beaucoup de client-es ont bien voulu se faire prendre en photo avec une affiche, un autocollant. On a tenu ce bout de rue de 10 h 30 à 12 h.

L'action était à la hauteur de ce qu'on pouvait faire dans le temps imparti, avec les forces disponibles et dans l'état de sidération dans lequel le confinement a plongé beaucoup de gens. Mais l'important en ce 21 mars, c'était de réagir rapidement pour rompre la sidération pour ne pas la laisser s'installer, ne surtout pas faire la queue la tête basse. L'important c'était de garder une ligne claire quels que soit les coups reçus, virus et état d'urgence. Les gestes barrières, oui. Les frontières, non.

Dans l'après-midi on a eu la visite d'une camarade de l'Interpro qui venait aux nouvelles. Le dimanche sur la liste Interpro une camarade évoquait l'idée de coller des affiches sur les arrêts de bus, en promenant son chien ! Le lundi matin un gars est venu toquer à l'entrée de service pour avoir un autocollant de la marche des solidarités et a laissé des pièces et beaucoup d'encouragement. Le mardi à l'AG on a décidé que tous les samedis nous animerions la queue, politiquement.

On est là !

### MATTHIEU (MONTREUIL)

1 – Front Uni contre la menace fasciste et le racisme, en Grèce.





# L'OMBRE DU FASCISME S'ÉTEND EN CES TEMPS D'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE : IL EST PLUS QUE TEMPS DE S'ORGANISER !

NOUS PROPOSONS ICI DE REVENIR SUR UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES D'A2C DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES MAINTENANT : L'ÉVOLUTION DE LA MENACE FASCISTE. EN CES TEMPS DE CONFINEMENT, ELLE PLANE DE PLUS EN PLUS AU-DESSUS DE NOS TÊTES. NOUS ÉCRIVONS AUSSI CET ARTICLE POUR RÉPONDRE AUX DISCOURS DE CERTAIN·ES MILITANT·ES : LE CYCLE DE LUTTES QUI ÉTAIT EN COURS AVANT LE CONFINEMENT REPARTIRAIT DE PLUS BELLE « LE JOUR D'APRÈS ». COMME SI UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LA POPULATION ÉTAIT MAINTENANT PRÊTE À S'ENGAGER DANS LA LUTTE GRÂCE À LA PRISE DE CONSCIENCE DE LA BARBARIE DU SYSTÈME CAPITALISTE.

Il y a un danger fasciste et le confinement est loin de le minorer, bien au contraire. La première partie de l'article reviendra sur ce que nous entendons par fascisme quand la seconde insistera sur les éléments – dont certains sont apparus avec la crise sanitaire – qui font craindre le pire dans cette situation politique. Nous reviendrons sur le rôle liberticide et raciste de l'État, la mise en pause des outils et des structures de luttes pendant que les attaques du gouvernement continuent, l'isolement

des individus (internet et le téléphone ne peuvent remplacer le contact physique), et donc l'affaiblissement de nos capacités de résistances, ainsi que sur les tendances d'une partie de notre classe, mais surtout de la petite-bourgeoisie, à agir dans un sens opposé à l'émancipation de notre classe.

---

**AUTORITARISME N'EST PAS FASCISME...**

---

Nous évacuons d'emblée un débat : nous ne sommes pas en

régime fasciste aujourd'hui bien que la possibilité que le fascisme s'empare du pouvoir est de plus en plus à craindre. Le simple fait de publier et diffuser ces lignes en est un exemple. En effet, le fascisme au pouvoir c'est l'extinction de toutes formes de résistances à une échelle de masse. C'est la destruction de l'ensemble des organisations politiques de gauche au sens large (partis, syndicats, associations, collectifs de groupes minorisés...).

Nous pouvons qualifier le régime politique actuel

d'autoritaire et c'est une phase qui peut nous mener au fascisme. L'un comme l'autre doivent être combattus dès maintenant.

---

## QU'EST CE QUE LE FASCISME ?

---

Dire que nous ne sommes pas en régime fasciste ne dit pas ce qu'est le fascisme et face à quel risque nous sommes. Nous proposons une définition de ce qu'est le fascisme<sup>1</sup> afin d'affiner nos outils d'analyse pour mieux le comprendre et donc mieux



PEGIDA EN ALLEMAGNE

le combattre. Trois critères nous semblent importants à retenir, même si lors de cet article nous nous attacherons surtout à analyser la situation à partir du premier<sup>2</sup>.

Dans un premier temps, considérons le critère du nombre. Le fascisme en tant que mouvement est nécessairement massif et actif. Ce n'est « pas simplement en termes d'adhérent-es », mais en terme de mobilisation large de la population, que « le fascisme cherche à enrôler, galvaniser et discipliner »<sup>3</sup>.

Ensuite, bien qu'un mouvement massif puisse toucher de nombreuses couches sociales, la base sociale du fascisme ne vient ni du prolétariat ni des grands capitalistes. Son fondement est la petite-bourgeoisie. En temps de crise économique, la petite-bourgeoisie se retrouve dans une situation sociale contradictoire : d'un côté, elle subit les conséquences de la crise. De l'autre, elle ne se retrouve pas non plus dans les intérêts de la classe ouvrière. En temps de crise, le fascisme peut lui être un refuge désespéré.

Enfin, le fascisme, outre son aspect massif et petit-bourgeois, est autonome par rapport à l'État et à la grande bourgeoisie. En effet, même si la bourgeoisie a pu soutenir des mouvements fascistes, elle ne l'a pas fait d'un bloc et elle ne les a jamais contrôlés. Quant à l'État, il n'est pas fasciste en soi. Tant qu'il peut maintenir

un consensus – même très faible, sans avoir recours au fascisme, il n'a pas d'intérêt à instaurer ce type de régime.

À ces trois caractéristiques, Ugo Palheta ajoute à la définition du fascisme, sa dimension raciste articulée à la répression des luttes en le désignant comme un projet de « régénération d'une communauté imaginaire, (...) nation, race et/ou civilisation » par la « purification ethno-raciale » et « l'anéantissement de toute forme de conflit social et de toute contestation »<sup>4</sup>.

#### RENFORCEMENT AUTORITAIRE AUJOURD'HUI. POSSIBILITÉ DU FASCISME DEMAIN

Le fascisme « se nourrit assurément du glissement des démocraties libérales vers l'autoritarisme »<sup>5</sup>. Tout en affirmant que la situation politique que nous vivons n'est pas le fascisme, nous devons préciser les éléments qui nous alertent, et nous poussent à intégrer que le fascisme pourrait se conjuguer au futur proche.

Depuis 2015 et l'instauration de l'état d'urgence puis sa constitutionnalisation en 2017, l'État a ouvert un nouveau chapitre de renforcement du pouvoir administratif, au prétexte des attentats, et aujourd'hui de la pandémie<sup>6</sup>. Les gouvernements cherchent à passer outre les freins que peut lui opposer la justice, en sanctionnant la

population sans passer par les tribunaux. À mesure que la concentration des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire) augmente, les possibilités de contrôle sur les décisions, de la part de la population, apparaissent de plus en plus éloignées.

Ce qui est certain, c'est qu'on s'habitue à rester chez soi, comme un effort individuel pour le bien collectif, et donc

à rogner sur nos capacités de résistance à l'heure où dans certains secteurs, les patrons peuvent en profiter pour exploiter 60 heures par semaine les travailleur-ses ou réduire les repos hebdomadaires.

Mais encore, on s'habitue à subir les violences policières sans pouvoir réagir, comme si l'issue était de se conformer à ce que voulait l'État : être une main-d'œuvre docile qui permet de se faire des milliards de profit tout en laissant l'idéologie dominante s'étaler dans les médias, faisant croire que « ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, ceux qu'on trouve dans les réanimations, sont ceux qui au départ du confinement ne l'ont pas respecté »<sup>7</sup>.

À l'heure à laquelle le préfet Lallemand a tenu ces propos, le département de France qui connaissait la plus forte augmentation de mortalité due au virus était la Seine-Saint-Denis. Le propos du préfet de Paris est assez clair : certains groupes minorisés, notamment les personnes racisées, sont tout indiqués pour être la cause de la propagation du virus. S'ils en meurent, ce serait donc de



leur responsabilité, voire du fait de leur incompatibilité avec la République<sup>8</sup>. Et si ce n'est pas du virus, ce sera du fait des violences policières racistes. Depuis le 8 avril, 5 personnes ont déjà été tuées par la police.

### L'URGENCE DE PRENDRE LA MESURE DU DANGER

Contrairement aux démocraties bourgeoises, même autoritaires, qui reposent sur la passivité politique d'une majorité de la population, les courants fascistes s'appuient sur le caractère actif d'une large partie de population. Pour ce faire, « *les sentiments, plus que la pensée, sont le moteur du fascisme* »<sup>9</sup>.

Dans la période de confinement, l'isolement social, le manque de perspectives d'actions collectives, ou encore le vide créé par l'arrêt de certaines structures sociales, laissent des millions de personnes sans objectifs politiques, face à la peur de la maladie et de la précarisation économique, notamment la peur du déclasser pour la petite-bourgeoisie. Celle-ci est largement perdante dans cette crise – très concernée par la fermeture des commerces, se retrouve dans toutes les contradictions qui peuvent l'amener de manière massive vers les mouvements fascistes, poussée par une idéologie dominante désignant des boucs émissaires. Dès la première semaine d'état d'urgence sanitaire, nous avons vu se développer certains phénomènes qui laissent penser qu'en période de vulnérabilité accrue – psychologique, physique, et politique – une partie de la population peut souscrire à la violence de l'État, la plébisciter



FACHOS DANS LES RUES AUX USA, ENCOURAGÉS PAR TRUMP

voire y faire appel. La police avoue être submergée par la délation.

Les passions mobilisatrices peuvent bénéficier aux fascistes, RN en tête, bien plus qu'à un projet d'émancipation collective. Chez une partie des travailleur-ses, et évidemment dans la petite-bourgeoisie qui vit cette crise sanitaire et économique de plein fouet, l'irrationnel peut effectivement mobiliser : la croyance en une option politique violente pour venir à bout des crises, le sentiment d'appartenir à un groupe pur, la primauté du groupe sur les autres, l'idolâtrie et la galvanisation de chef-fes.

Le racisme se double actuellement d'une forte tendance à l'eugénisme : la mort des personnes retraitées, handicapées, étrangères, sans papiers, détenues, malades est perçue comme allant de

soi. La « purification » et le « nettoyage interne » ne sont décidément pas loin. Le rôle du bouc émissaire – notamment les étranger-es, les « non assimilé-es » sur lesquels les violences policières sont légitimées, a toute son utilité dans cette période.<sup>10</sup> Nous devons également noter le potentiel ravageur du complotisme, qui renforce l'antisémitisme et le racisme anti-asiatique.

Nous ne sommes pas sous un régime fasciste, mais il est important de caractériser précisément ce qui se déroule pour y faire face. Nous comprenons en quoi le régime actuel – la démocratie néolibérale autoritaire – est une phase qui peut entraîner l'arrivée du fascisme : de la systématisation des régimes d'exception à la délation, en passant par l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des violences policières pour contenir les révoltes et les mouvements d'émancipation, l'affaiblissement de la démocratie bourgeoise, la banalisation du discours raciste et de ses violentes conséquences, l'accentuation des oppressions de genre autour de la famille hétéro comme cellule de base de la société, ou encore la destruction du code du travail et les limitations des libertés syndicales... Le danger est bien réel et nous souhaitons le mettre au centre de nos analyses pour l'affronter sans paniquer.

Nous avons un intérêt à empêcher le fascisme en croisant nos points de vue, en expérimentant. Débattre, élaborer des stratégies, tirer des bilans, revenir sur nos décisions, bifurquer, consolider, obtenir des victoires. Nous avons besoin de faire de cette lutte la plus collective des luttes qui soient.

### SANA (PARIS 20<sup>e</sup>) ET SOLEN (RENNES)

1 – Textes de Robert Paxton, Léon Trotsky, Daniel Guérin et autres textes déjà publiés par A2C.

2 – Pour les deux autres nous vous invitons à consulter nos publications passées et à venir.

3 – Extrait de l'article « Existe-t-il un danger fasciste? », <https://www.autonomieDECLASSE.org/antifascisme/existe-t-il-un-danger-fasciste-en-france/>

4 – Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme*, p. 31.

5 – Ugo Palheta, *Idem*, pp 99 et 100.

6 – Raphaël Kempf, « L'état d'urgence sanitaire est une loi sclérotante », tribune publiée dans *le Monde*, 24 mars 2020 <https://blogs.mediapart.fr/jean-pierre-anselme/blog/250320/letat-durgence-sanitaire-une-loi-sclerote>

7 – Propos du préfet Lallement, le 3 avril 2020 [https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-les-propos-de-didier-lallement-font-polemique\\_3898633.html](https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-les-propos-de-didier-lallement-font-polemique_3898633.html)

8 – La Seine-Saint-Denis étant le département le plus pauvre de métropole, il serait plus juste et décent d'imputer la cause de cette surmortalité à l'inégalité face aux soins déjà réelle avant l'épidémie, et au fait que des milliers de personnes continuent de se déplacer pour travailler. Activités pour lesquelles les problèmes de santé sont déjà plus fréquents que d'autres en temps normal, et dont la précarité sanitaire s'accroît durant la pandémie.

9 – Robert O. Paxton dans *Collectif Le mythe de l'allergie française au fascisme*, éditions Albin Michel, 2003, p. 331.

10 – Voir l'article de Joao Gabriell sur la double injonction faite à la population : « obligation de sortir pour produire » et « interdiction de sortir pour contrôler » qui vise à répondre aux intérêts de la classe dominante : <https://joaogabriell.com/2020/03/27/race-classe-et-confinement/>



INFIRMIERS FACE AUX FACHOS AUX USA

# GUERRE ET RATIONALITÉ DU CAPITAL : LES IMPÉRIALISMES SELON BOUKHARINE ET LÉNINE

LES LIVRES SUR L'IMPÉRIALISME DE LÉNINE ET BOUKHARINE ONT LE MALHEUR D'AVOIR SUIVI LES DESTINS POST-MORTEMS DE LEURS AUTEURS. CELUI DE LÉNINE EST ÉRIGÉ EN DOGME INTÉMPIREL, ALORS QUE CELUI DE BOUKHARINE EST TOMBÉ AUX OUBLIETTES. LES DEUX MÉRITENT POURTANT NOTRE ATTENTION CRITIQUE AUJOURD'HUI.

Le monde de Boukharine semble très différent du nôtre: il utilise le nombre de machines à vapeur comme indice de l'investissement industriel. Son exposé magistral qui décrit la « première mondialisation » de la fin du 19<sup>e</sup> siècle, trace une méthode d'analyse de l'économie politique qui serait très utile pour celles et ceux d'entre nous qui souhaitent étudier et comprendre le Capital d'aujourd'hui et son rapport à l'État, et dépasser les clichés mystificateurs.

La division du travail prend des proportions mondiales. Des pays se spécialisent dans l'industrie et d'autres se « spécialisent » dans l'agriculture et les matières premières destinées à nourrir les pays colonisateurs. L'économie mondiale forme une unité d'oppositions. Le jeu de la libre concurrence fait que le capital se concentre et se centralise en des entreprises toujours plus grandes et moins nombreuses. Le capital financier n'est pas un parasite extérieur mais incarne et accélère cette concentration du capital industriel. Le rapport à l'État change: ce n'est plus le simple veilleur de nuit, désormais il « exprime la volonté collective » de la bourgeoisie nationale, et la défend dans l'arène mondiale où la véritable concurrence a lieu. Ainsi les politiques douanières, les accords commerciaux, mais surtout l'armement et la guerre, émanent de la logique économique du capitalisme dans sa phase impérialiste. C'est elle qui exige la concentration de toutes les forces de la nation dans l'intérêt de la classe dirigeante: c'est le temps du nationalisme et du



DÉLÉGUÉS DU 1ER CONGRÈS DU COMINTERN



LÉNINE, BOUKHARINE ET ZINOVIEV LORS DU 2ND CONGRÈS DU COMINTERN À MOSCOU

racisme. « *Le parlement sert désormais d'institution décorative qui passe des lois décidées par les syndicats patronaux. L'idéal du bourgeois est le "pouvoir fort"* ».

Le phrasé de Boukharine est celui d'un exposé pédagogue et élégant, alors que celui de Lénine est à l'image de l'époque et de la guerre: acéré, polémique et respirant la contradiction. L'un fait de la propagande scientifique, l'autre de l'agitation politique.

Mais ces deux interventions se complètent l'une l'autre. Boukharine n'a pas totalement résolu l'énigme de Kautsky (dirigeant de la Seconde internationale), qui considérait que la concentration et la centralisation du capital devaient donner naissance à un « capitalisme d'État

mondial », une seule organisation centralisée et dénuée de contradictions: l'ultra impérialisme. La guerre est donc une folie irrationnelle commise par des capitalistes qui auraient un intérêt économique à s'entendre. Il justifia ainsi sa politique de l'autruche qui consistait simplement à attendre la fin de la guerre, le jour d'après.

Pour Lénine, au contraire, la guerre elle-même montre que l'ultra impérialisme de Kautsky n'est qu'un « rêve d'un

capitalisme pacifique »: c'est possible théoriquement et dans un monde abstrait, mais « les faits sont têtus ». Pour le démontrer, Lénine ajoute son grain de sel à l'exposé de Boukharine: le développement ne se fait pas de manière harmonieuse mais inégale. L'économie forme un système mondial, une totalité dialectique traversée de contradictions. Le centre de gravité de l'accumulation capitaliste ne reste jamais très longtemps au même endroit car sa dynamique change constamment: par conséquent, les accords commerciaux, politiques, le partage des colonies, etc., reflètent des rapports de forces obsolètes. Hier, l'Angleterre et sa flotte étaient toutes-puissantes, aujourd'hui la dynamique de l'accumulation favorise l'Allemagne et les États-Unis (et demain, l'Asie du Sud-Est, la Chine). Toutes ces questions trouvent leur « résolution » dans une guerre de brigandage, dans une guerre qui est à l'image de l'économie: mondiale.

La guerre et ses horreurs sont donc rationnelles dans le système capitaliste. Rien ne sert d'attendre, il faut exploiter cette opportunité pour transformer la guerre mondiale en guerre civile, entre les classes sociales d'un même pays. Conjurer la crise par la révolution.

JAD BOUKHAROUN

Une question, une remarque, une polémique ?

**A2C@RISEUP.NET**